



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT - 2025 - n° 767
prescrivant l'examen par un tiers expert de l'étude des émissions sonores**

**Société RIVERGAZ
1, route de Vezins - Route Départementale à MAULÉVRIER (49360)**

Installation de méthanisation

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques

VU le Code de l'environnement, et notamment l'article L.181-13 ;

VU le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté inter préfectoral DIDD – BPEF – 2019 - n° 94 du 29 mars 2019 autorisant la SAS RIVERGAZ à exploiter une unité de méthanisation sur le territoire de la commune de MAULÉVRIER ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

VU la mesure des émissions sonores dont le rapport est daté du 13 octobre 2023, réalisée sur l'unité de méthanisation implantée 1, route de Vezins - Route Départementale - 49360 MAULÉVRIER et transmise à l'inspection des installations classées le 25 septembre 2024 ;

VU les plaintes pour des nuisances auditives formulées en juin et décembre 2024 à l'encontre de l'installation de méthanisation de la société RIVERGAZ, exploitée sur la commune de MAULÉVRIER ;

VU l'avis de l'inspection des installations classées en date du 23 décembre 2024 demandant à la société RIVERGAZ de réaliser une nouvelle mesure des émissions sonores suite aux insuffisances relevées dans le rapport acoustique du 13 octobre 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées référencé 2025_04_04 du contrôle réalisé sur le site implanté 1, route de Vezins - Route Départementale - 49360 MAULÉVRIER ;

VU l'échange du 25 juin 2025 entre le représentant des riverains proches de l'installation de méthanisation SAS RIVERGAZ et le secrétaire général de la sous-préfecture de Cholet ;

VU les interrogations des riverains sur les conditions de réalisation de la mesure des émissions sonores émises lors de la rencontre du 25 juin 2025 à la sous-préfecture de Cholet ;

VU la demande des riverains de créer une commission de suivi de site lors de la rencontre du 25 juin 2025 à la sous-préfecture de Cholet ;

VU la mesure des émissions sonores dont le rapport est daté du 24 juin 2025, réalisée sur l'unité de méthanisation implantée 1, route de Vezins - Route Départementale - 49360 MAULÉVRIER et transmise à l'inspection des installations classées le 1^{er} juillet 2025 ;

VU les nouvelles insuffisances ou imprécisions relevées par l'inspection des installations classées lors de l'instruction du rapport acoustique du 24 juin 2025 ;

VU les observations formulées par l'exploitant et transmises à la préfecture le 25 juillet 2025, sur le projet d'arrêté préfectoral prescrivant l'examen par un tiers expert de l'étude des émissions sonores de l'installation de méthanisation de la société RIVERGAZ ;

CONSIDÉRANT que le rapport acoustique transmis par la société RIVERGAZ le 25 septembre 2024, ne prend pas en compte l'ensemble des dispositions de la norme NF S 31-010, notamment les conditions météorologiques, les conditions de mesurage et l'acquisition des données ;

CONSIDÉRANT que le rapport acoustique transmis par la société RIVERGAZ le 1^{er} juillet 2025 au service d'inspection, ne prend toujours pas en compte l'ensemble des dispositions de la norme NF S 31-010, notamment les conditions météorologiques, les conditions de mesurage et l'acquisition des données ;

CONSIDÉRANT les plaintes des riverains relatives à des nuisances sonores générées par l'installation de méthanisation de la société RIVERGAZ, exploitée sur la commune de MAULEVRIER ;

CONSIDÉRANT que l'article L.181-13 du code de l'environnement prévoit que lorsque le projet présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, l'autorité administrative compétente peut, tant lors de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale que postérieurement à sa délivrance, demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse d'éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières ;

CONSIDÉRANT que l'article L.181-13 du Code de l'environnement prévoit que cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par le pétitionnaire et aux frais de celui-ci ;

SUR proposition du Secrétaire général de Maine-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Tierce expertise de l'étude de bruit - critères de compétence de l'organisme

L'exploitant fait procéder à ses frais à une tierce expertise de la mesure des émissions sonores réalisée du 18 au 19 juin 2025 sur son installation de méthanisation située 1, route de Vezins - Route Départementale - 49360 MAULÉVRIER. Cette tierce expertise est réalisée selon les modalités définies dans les articles suivants.

Conformément à l'article L.181-13 du Code de l'environnement, la tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par le pétitionnaire et aux frais de celui-ci.

Au regard de cette disposition, il est attendu que :

- l'organisme dispose de compétences sur le sujet objet de la tierce expertise à savoir notamment : l'analyse et l'évaluation d'une mesure des émissions sonores d'une installation de méthanisation, conformément aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- l'organisme soit extérieur et par conséquent :
 - 1) indépendant de la société SAS RIVERGAZ et de ses actionnaires ;
 - 2) indépendant des bureaux d'études qui se sont déjà prononcés dans le cadre du dossier ;
 - 3) différent de tout prestataire étant intervenu dans les études ou la rédaction du dossier ;
 - 4) ne pas avoir travaillé avec la société SAS RIVERGAZ sur son projet.

Le pétitionnaire joint à sa proposition d'organisme tous les éléments justifiant son choix par rapport aux critères susmentionnés. En lien avec les compétences attendues, pourront être transmis, par exemples : CV des interlocuteurs de l'organisme, références, publications...

Article 2 – Objet de la tierce expertise

Le tiers expert a pour mission d'analyser et d'évaluer la mesure des émissions sonores réalisées du 18 au 19 juin 2025 sur l'installation de méthanisation SAS RIVERGAZ située 1 route de Vezins - Route Départementale – 49360 MAULÉVRIER.

Au regard de la mesure des émissions sonores réalisées du 18 au 19 juin 2025 sur l'installation de méthanisation SAS RIVERGAZ, le tiers expert devra formuler un avis pertinent permettant d'objectiver les émissions sonores émises par l'installation de méthanisation. Ainsi, une attention particulière devra être portée sur les points suivants :

- les conditions de mesurage, notamment la caractérisation et le mesurage des bruits dans l'environnement qui doivent être représentatifs du fonctionnement de l'installation en conditions normales, notamment au regard des différentes sources sonores liées aux équipements et aux étapes du process (pompage des digestats avant envoi vers stockage extérieur ou épandage, fonctionnement de l'hygiénisation, épuration, torchère, etc) ;
- les conditions météorologiques, notamment le fait que pour garantir une reproductibilité de mesure maximale, la totalité des mesures acoustiques doivent être réalisées dans des conditions micro-météorologiques favorables à la propagation sonore ;
- l'acquisition des données, notamment le fait que pour chaque point de mesure, les intervalles d'observation doivent être représentatifs de la durée de mesurage.

Article 3 – Évaluation des incertitudes résiduelles associées aux conclusions abordées

La tierce expertise identifie et évalue les incertitudes résiduelles sur les points analysés. Pour lever tout ou partie de ces incertitudes, l'organisme pourra réaliser (après accord du pétitionnaire et aux frais de celui-ci) ou proposer la réalisation de tout diagnostic et étude complémentaire.

Article 4 – Documents disponibles

L'organisme doit avoir accès :

- au présent arrêté préfectoral ;
- au rapport acoustique complet transmis par la société RIVERGAZ ;

- à l'étude de bruit précédemment réalisée par le bureau d'étude sollicité par la société RIVERGAZ ;
- à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 5 - Rapport de la tierce expertise

À l'issue de la tierce expertise, le rapport de l'organisme est transmis simultanément au pétitionnaire, à la Préfecture et à la DDPP, sans relecture préalable par l'une ou l'autre des parties.

Ce rapport fait apparaître :

- tout document sollicité par l'organisme au pétitionnaire, à la préfecture ou à la DDPP ;
- tout échange et/ou visite entre l'organisme et le pétitionnaire ou les différents services de l'État ;
- tout échange et/ou visite entre l'organisme et les différentes personnes sollicitées/interrogées dans le cadre de leur contribution à l'enquête publique (par exemple maire d'une commune ou association de protection de l'environnement).

Le pétitionnaire et les services de l'État peuvent demander, à l'organisme toute précision utile à la compréhension du rapport remis.

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de MAULÉVRIER et peut y être consultée.

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MAULÉVRIER pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au Préfet.

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de MAINE-ET-LOIRE pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nantes :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 – Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture, le Sous-Préfet de CHOLET, le Maire de MAULÉVRIER, les inspecteurs de l'environnement chargés de l'inspection des installations classées et la Colonnelle commandant le Groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **11 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel LE ROY

7 1 WONT 5052